

## Questions orales

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, s'il n'en tenait qu'à moi, il aurait pu continuer toute la journée.

Lorsque la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest a été adoptée, nous avons débattu la question qu'il vient de soulever, à savoir la longueur de la période en question. A cette époque, on a décidé que cinq ans convenaient mieux parce que cela permettrait de mieux coordonner cette loi avec les autres mesures législatives. De toute évidence, le débat continue et, naturellement, chaque fois que les agriculteurs éprouvent des difficultés, quelqu'un se lève pour demander: «Pourquoi pas trois ans?» La réponse est la même que celle qui fut donnée lorsque le projet de loi a été présenté. D'après ce qu'on m'a dit, c'est néanmoins une question qui est revue périodiquement par le gouvernement et les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture sont en train de l'étudier.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LE COÛT DU CARBURANT AGRICOLE

**L'hon. Jake Epp (Provencher):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture qui utilise volontiers le mot «etc.». Jusqu'ici, je croyais qu'une personne qui employait ce mot voulait dire qu'elle n'en savait pas plus, mais qu'elle savait qu'elle aurait dû en savoir davantage.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whelan:** Je tenais pour acquis que vous le saviez.

**M. Epp:** Compte tenu du prix du carburant—au dire du ministre, cela ne représente que 3 p. 100 des frais de production—qui se répercute sur le prix des engrais, des herbicides et des autres frais de production, le ministre de l'Agriculture estime-t-il, comme le gouvernement, que les Canadiens, et surtout les agriculteurs, devraient payer le pétrole plus de 75 p. 100 du cours mondial?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député n'ignore pas que nous avons au Canada une politique énergétique—je pourrais dire «etc.», car il le sait parfaitement. Il sait en quoi elle consiste et quel en est l'objectif. Il y a un an, avant la baisse du cours mondial, les agriculteurs américains payaient davantage que leurs confrères canadiens. En fait, tous les agriculteurs des autres pays du monde paient davantage. Le député n'a pas demandé alors: «Comptez-vous aller au-dessus de 75 p. 100 du cours mondial» ou «Qu'allez-vous faire?» Il n'en a pas parlé quand le programme avantagéait les agriculteurs. D'ailleurs, quand on vérifie les chiffres, ils ne sont pas si désavantagés.

• (1125)

## LE PROGRAMME SPÉCIAL DE RELANCE

## LES PROJETS AU MANITOBA

**L'hon. Jake Epp (Provencher):** Madame le Président, ma question supplémentaire concerne l'ouest du Canada, et surtout le Manitoba, et s'adresse au vice-premier ministre. Parmi la centaine de projets de relance qui doivent être mis en œuvre au plus tôt, y en a-t-il qui s'adressent particulièrement au Manitoba?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je n'ai pas sous la main la liste des projets à l'étude. Je peux assurer au député qu'ils se répartiront dans toutes les régions du pays. Le programme avantagera toutes les provinces et créera des emplois dans chacune d'elles. Le député devra attendre que les projets soient annoncés pour savoir s'ils se situent dans la région en question.

\* \* \*

## LES ARMES NUCLÉAIRES

## LES ESSAIS DU MISSILE DE CROISIÈRE—LA DÉCLARATION D'UN HAUT FONCTIONNAIRE AMÉRICAIN

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. D'après un article paru hier dans *Le Devoir*, un fonctionnaire haut placé du Pentagone aurait dit qu'il n'était pas vraiment nécessaire d'essayer les missiles de croisière au Canada. D'après cette source proche de l'équipe de négociation de Genève, les essais de ce missile aux États-Unis sont presque terminés et un complément d'essais au Canada ne changerait rien. J'aimerais savoir du ministre s'il a l'intention d'en informer le cabinet, pour que ce dernier puisse faire savoir au Pentagone que si les essais ne sont pas nécessaires, le Canada n'y participera pas.

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, il est bien connu qu'avant de prendre une décision au sujet des essais du missile de croisière, il sera tenu compte de toutes les déclarations. Le premier ministre est à Washington. Je suppose qu'il en a été question là-bas. Si nous sommes saisis d'une demande américaine, la décision du cabinet sera prise suivant la procédure appropriée.

## LES MANIFESTATIONS CONTRE LES ESSAIS ÉVENTUELS

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, comme des centaines de milliers de Canadiens ont manifesté et que de nouvelles manifestations vont avoir lieu ce dimanche qui vient à Ottawa contre l'essai du missile de croisière au Canada, et comme d'autre part ce missile marque un pas en arrière dans la négociation de traités de contrôle des armements vérifiables, le ministre veut-il nous donner l'assurance qu'il va aborder la question auprès du premier ministre, pour que ce dernier informe nos voisins américains que nous ne voulons pas essayer ce missile chez nous?